



Rue J.B Baillière - 60000 Beauvais

☎ 03.44.48.31.69 📠 03.44.48.99.24

@ 60@se-uns.org

DECLARATION DE L'UNSA ÉDUCATION AU CTSD DU MARDI 5 SEPTEMBRE 2017

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs,

Afin de bien débiter la nouvelle année scolaire, l'UNSA-Education souhaite parler de Service Public.

Être au service du public, ça coûte. Le coût est d'abord humain car les femmes et les hommes engagés dans la Fonction publique ne comptent jamais leurs heures et ne se ménagent pas lorsqu'il faut agir au nom de la République. Mais le coût est aussi financier tant les fonctionnaires ont perdu du pouvoir d'achat entre 2007 et 2016.

Les différentes annonces concernant la fonction publique font que nous n'avons pas vraiment pu parler de trêve estivale cette année. Les congés d'été ont ainsi été le théâtre du retour du fonctionnaire dans son rôle bien connu du bouc-émissaire.

Le ministre des comptes publics, Gérard Darmanin, n'a eu de cesse d'incriminer la fonction publique comme principale responsable de la situation financière du pays. Ainsi, furent annoncés pêle-mêle le gel du point d'indice et le retour de la journée de carence. Il est ici à noter que la période qui a vu le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux couplé à ces deux mesures a aussi été celle durant laquelle l'état d'endettement de notre pays s'est le plus aggravé.

De même, quelques « ballons d'essai » ont été lancés à propos d'un hypothétique gel de l'avancement ou encore d'un report de l'application des mesures issues du PPCR.

Certes, la maîtrise des déficits publics n'est pas un objectif qui nous est étranger mais les fonctionnaires peuvent légitimement avoir le sentiment qu'ils ont déjà fait bien des efforts. Efforts qui n'ont pas toujours été partagés équitablement. Certains ont profité de largesses de l'argent public sans bénéfice net pour l'intérêt de la nation. Notre rôle de syndicalistes est d'alerter les pouvoirs publics sur le risque d'inflation du sentiment d'injustice.

Ardent soutien et artisan actif de ces dernières mesures présentant des avantages certains pour les enseignants, **le SE-UNSA assumera avec une pleine légitimité son rôle dans la défense de l'application de celles-ci selon les échéances prévues.**

De plus, les dernières annonces gouvernementales concernant un frein aux contrats aidés font peser de lourdes incertitudes quant aux missions assurées par les personnels bénéficiant de ces contrats dans les écoles.

L'accompagnement des élèves en situation de handicap et l'aide administrative aux directeurs d'école dans les endroits où celle-ci existe encore, vivent leurs dernières heures.

Pour l'UNSA-Education, la dotation doit permettre de couvrir les besoins dans les écoles dès la rentrée. À terme, la création d'un statut pérenne reconnaissant ces missions doit être un objectif.

Ainsi, si quelques postes d'AESH seront créés, il semble illusoire qu'ils puissent compenser la perte de contrats aidés intervenant dans les écoles. Quant à l'aide à la direction d'école, celle-ci connaît probablement ces dernières heures après une renaissance plus que difficile au cours des cinq précédentes années.

Cette année scolaire va aussi voir cohabiter semaine de 4 jours et semaine de 4.5 jours sur le terrain. Ce sera, certes l'occasion d'évaluer les différentes organisations. Mais quand même, est-on bien sérieux ? Tous les avis convergeaient il y a quelques années pour dire qu'il fallait étaler davantage les apprentissages sur la semaine et ne pas surcharger les journées de classes. Certes, les difficultés étaient réelles dans l'organisation de la réforme des rythmes, certes des améliorations étaient possibles, mais nous reculons de nouveau, en reléguant au second plan l'intérêt des enfants. Avant de clore cette déclaration, nous souhaiterions citer Jean-Paul Delahaye, ancien DGESCO qui a signé un très bel article dans Médiapart le 24 août dernier. Nous partageons pleinement ce qu'il y a écrit : « Monsieur le Président, votre décision de rendre à nouveau possible la semaine de 4 jours est une déscolarisation institutionnelle. Cette capitulation devant les intérêts particuliers est un coup porté à tous les enfants en général mais singulièrement aux enfants des milieux populaires qui n'ont que l'école pour construire leur devenir. »

En conclusion, nous dirions que mobiliser les énergies positives des agents publics, c'est d'abord permettre que cette ressource précieuse ne s'épuise pas. Voilà, du coup, quelques

réflexions que nous offrons à la méditation de tous et plus particulièrement de nos ministres : mobiliser n'est pas punir, responsabiliser n'est pas stigmatiser et économiser signifie aussi prendre soin.

Nathalie PUISSANT, Christelle CAPLIN-DAHENNE
Paola BOULENGER, Amar MOHAMMEDI